



Paris, le 18 octobre 2024

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'accord avec le Mercosur ne doit pas être ratifié !

Les négociations entre la Commission européenne et les pays du Mercosur sont reparties de plus belle depuis quelques semaines... et certaines rumeurs font état d'une volonté de conclusion lors du sommet du G20 du 18 et 19 novembre. C'est inacceptable.

Les agriculteurs français dénoncent depuis des années le contenu de l'accord négocié, depuis 2 décennies, entre la Commission européenne et les pays du Mercosur. Celui-ci offre des concessions majeures en terme de volumes de contingents, alors même qu'aucune mesure de réciprocité concernant les conditions de production n'est incluse, au détriment de notre souveraineté alimentaire, de nos économies et de la santé du consommateur !

En effet, l'accord ouvrirait la porte à 99 000 tonnes de viandes bovines, à 180 000 tonnes de viandes de volaille, à l'équivalent de 3,4 millions de tonnes de maïs, à 180 000 tonnes de sucre (soit la production d'une sucrerie française), à 8,2 Mhl de biocarburants (soit la moitié de la production française),... Le tout produit dans des conditions inacceptables : utilisation d'antibiotiques activateurs de croissance, absence de traçabilité, substances actives phytosanitaires interdites en France (objectivées à 77,5 %) dont certaines depuis plus de 20 ans, absence de droit social, déforestation...

Il y a seulement quelques semaines, la Commission se félicitait du « travail de concertation » conduit dans le cadre du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture. En reprenant les négociations, la Commission méprise l'opposition des agriculteurs européens et ignore la santé des consommateurs. Elle balaie d'un revers de main les attentes de la société civile concernant les enjeux économiques, environnementaux, climatiques et de bien-être animal.

Par ailleurs, la perspective d'un fonds d'indemnisation des agriculteurs proposée par la Commission européenne, selon un article publié par Politico le 16 octobre, est une provocation pour les agriculteurs européens ! Cela consisterait à brader notre agriculture et à condamner la pérennité de nos exploitations en important l'alimentation que l'Europe ne veut pas.

Il est inconcevable que l'agriculture européenne, durable, soit remplacée par celle d'autres continents dont les pratiques interdites en Europe, sont moins-disantes socialement et environnementalement.

Nos organisations demandent l'arrêt total de ces négociations et appellent le chef de l'Etat et le Premier ministre français à faire respecter la position de la France pour mettre définitivement fin à ces discussions ! »

Contacts Presse :

Antoine Giacomazzo : 07 78 11 69 86 – antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

Rémi Rossi : 07 86 22 90 67 – rrossi@jeunes-agriculteurs.fr